

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1125<sup>e</sup>  
SÉANCE

Mercredi 18 octobre 1967,  
à 10 h 55



NEW YORK

## SOMMAIRE

### Point 42 de l'ordre du jour:

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite):

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;
- b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général

Pages

91

### Point 44 de l'ordre du jour:

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (suite)

92

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI  
(Pérou).

## POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite) [A/6703, chap. V, sect. I; A/6703/Add.1, chap. IV; A/6848, E/4408/Rev.1]:

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4274 et Add.1, E/4293 et Add.1 et 2, E/4327, E/4371, E/4375);
- b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4374 et Add.1 et 2)

1. M. JARAMILLO (Colombie) dit que la question du financement extérieur a été examinée par divers organismes régionaux latino-américains, qui ont formulé bon nombre de recommandations en la matière. Certaines des conclusions de la Réunion des Chefs d'Etat américains, tenue à Punta del Este en avril 1967, paraissent valables pour l'ensemble des pays en voie de développement. Ainsi, la Réunion a décidé d'encourager, par l'intégration, une meilleure utilisation des ressources publiques et privées affectées au développement économique et de procéder à des études précises concernant la réalisation de divers projets industriels. La Commission spéciale de coordination latino-américaine chargée des relations avec le groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement a, de son côté, adopté récemment huit recommandations touchant en particulier les conditions des prêts et

des crédits, les plans de financement complémentaire, la réforme monétaire internationale et l'action au sein des organismes financiers internationaux. Ces recommandations coïncident pour l'essentiel avec celles de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) <sup>1/</sup>. Une autre décision de la Commission spéciale souligne les avantages de l'assistance financière multilatérale.

2. La délégation colombienne aimerait procéder à des consultations avec les divers groupes régionaux pour déterminer s'il y a lieu de présenter un projet de résolution concernant ces questions.

3. M. SVAB (Tchécoslovaquie) estime que le financement de la croissance économique des pays en voie de développement traverse depuis quelque temps une crise extrêmement grave. Le représentant de l'Inde a pu déclarer au cours de la discussion générale (1111<sup>ème</sup> séance) que, si le volume et les conditions actuels de l'aide se maintenaient, il y aurait en 1975 un transfert net de ressources des pays en voie de développement vers les pays développés. Il va sans dire que l'attitude des pays donateurs à l'égard de l'assistance aux pays du tiers monde est fonction de leur régime économique et social et qu'il importe de tenir compte de la responsabilité de certains pays pour la situation économique des pays en voie de développement. La délégation tchécoslovaque tient à réitérer à ce propos qu'elle n'acceptera aucun appel qui méconnaîtrait l'originalité de la position de principe des pays socialistes en matière de politique et d'économie internationales.

4. Le Gouvernement tchécoslovaque voit dans les accords à long terme un instrument efficace d'assistance économique. Ces accords portent sur des secteurs interdépendants tels que le commerce, le crédit et l'assistance scientifique et technique. La Tchécoslovaquie fournit aux pays en voie de développement une assistance bilatérale et multilatérale qui est loin d'être négligeable. Bien entendu, il s'agit là de ressources publiques dont le transfert n'est subordonné à aucune considération de profit. Au surplus, la Tchécoslovaquie s'efforce d'harmoniser ses transferts avec les principaux objectifs des plans de développement des pays bénéficiaires et les conditions de ses prêts sont conformes aux recommandations de l'Acte final de la CNUCED.

5. En revanche, bon nombre de pays qui se font gloire du volume de l'aide qu'ils fournissent en reprennent en fait une part considérable sous forme de bénéfices. Qui plus est, rares sont ceux qui résistent à la tentation d'en faire un instrument de pression, ce qui crée

<sup>1/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

de l'hostilité à l'égard des donateurs. Il ressort du rapport du Secrétaire général intitulé "Sorties de capitaux des pays en voie de développement" (E/4374) que le courant net des capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement constitue environ la moitié du courant global et tend même à diminuer. Dans ces conditions, toute fluctuation des exportations des pays en voie de développement, quelles qu'en soient les causes, peut affecter gravement leur balance des paiements. Les revenus des investissements posent à cet égard aux pays du tiers monde un problème grave et complexe. Lorsqu'un pays en voie de développement accepte des investissements étrangers privés tant soit peu importants il est indispensable qu'il s'efforce d'assurer le réinvestissement d'une part importante des bénéfices dans le développement de son industrie. Dans l'état actuel des choses, cette politique permettrait de réduire considérablement le déficit de la balance des paiements de ces pays. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, il faudra procéder à une nouvelle étude du problème des sorties de capitaux des pays en voie de développement qui aboutirait à des recommandations concrètes susceptibles de réduire ces sorties. D'une manière générale, l'acquisition et l'utilisation des ressources extérieures sont subordonnées à la capacité d'absorption du pays intéressé. Aussi les ressources internes doivent-elles faire l'objet d'une attention accrue lors de l'évaluation des problèmes posés par le financement du développement économique. Pour importante qu'elle soit, l'aide financière extérieure n'est qu'un instrument à court terme. A longue échéance, la stabilité des balances des paiements des pays en voie de développement ne peut être obtenue qu'au prix d'une réforme de leurs structures économiques et sociales.

6. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que le montant des ressources publiques et privées transférées en 1966 par le Royaume-Uni vers les pays en voie de développement équivaut à 1,16 p. 100 de son revenu national net au coût des facteurs. La discussion relative au problème posé par la définition du revenu national doit se poursuivre à la deuxième session de la CNUCED. En ce qui concerne les conditions de l'aide, le Royaume-Uni peut prétendre tenir vraiment compte des besoins des pays bénéficiaires plutôt que de ses intérêts commerciaux. Les conditions des prêts se sont progressivement libéralisées et, depuis juin 1965, 90 p. 100 des prêts consentis par le Royaume-Uni à certains pays en voie de développement ne comportent pas d'intérêt. Sir Edward Warner exprime l'espoir que d'autres pays imiteront le Royaume-Uni, ce qui permettrait d'harmoniser les conditions de l'assistance fournie par différents donateurs à un pays donné. Le Royaume-Uni attache une grande importance à l'Association internationale de développement (AID) et regrette qu'elle soit à l'heure actuelle réduite à l'impuissance en raison du manque de fonds. Aussi s'est-il félicité de la résolution présentée par l'Inde et le Pakistan à la quarante-troisième session du Conseil économique et social [résolution 1272 (XLIII)] pour redresser cette situation. Comme il a été récemment annoncé à la réunion commune du Conseil des gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et du Fonds monétaire international

(FMI), qui eut lieu à Rio de Janeiro en septembre 1967, le Royaume-Uni est prêt à apporter sa part à la reconstitution et à l'accroissement sensible des ressources de l'AID.

7. Passant au rapport du Secrétaire général intitulé "Sorties de capitaux des pays en voie de développement" (E/4374), la délégation britannique fait siennes les observations touchant la renégociation des dettes et se félicite de l'accent mis sur la nécessité d'harmoniser les conditions de prêts. Le rapport souligne à juste titre qu'il faut poursuivre l'étude des crédits commerciaux et examiner plus en détail les conditions des prêts avant que ceux-ci ne soient accordés. Il donne des renseignements utiles sur les sorties de capitaux intérieurs et reconnaît à juste titre la diversité des causes sous-jacentes à ce mouvement.

8. Dans certains pays, l'omniprésence des entreprises publiques a limité le développement d'un marché privé de capitaux. La délégation britannique estime, avec les auteurs du rapport, que le contrôle des sorties des revenus des investissements directs étrangers peut, en fait, aboutir à diminuer les recettes en devises en décourageant les nouveaux investissements étrangers.

9. Sir Edward Warner se félicite du rapport du Secrétaire général intitulé "Moyens d'encourager les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement" (E/4293) qu'il considère comme une étude équilibrée et constructive. Le Royaume-Uni reviendra sur le sujet à la reprise de la quarante-troisième session du Conseil économique et social.

#### POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (*suite*) [A/6703, chap. X; A/6855, A/C.2/L.958]

10. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) déclare, au nom des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.958, qu'ils accepteraient, le cas échéant, que l'examen du projet soit remis à une date ultérieure.

11. Le PRESIDENT précise que le projet de résolution A/C.2/L.958 n'entraînera aucune dépense nouvelle pour l'Organisation.

12. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) aimerait obtenir certains éclaircissements. Le troisième alinéa du préambule du projet donne l'impression que les pays en voie de développement sont responsables de l'exode des cadres vers les pays développés. Les explications données par certaines délégations semblent confirmer cette interprétation. Cet alinéa gagnerait pas conséquent à être modifié. Il serait bon en outre de modifier le paragraphe 3 du dispositif afin de préciser que la question des avantages éventuels et des inconvénients que peut présenter pour les pays en voie de développement la tendance qu'a leur personnel qualifié à rester dans les pays où il a reçu une formation ne doit pas faire l'objet d'une étude distincte. Le Secrétaire général devrait être prié de tenir compte du projet à l'étude lors de l'élaboration du rapport que la Commission

lui a demandé d'établir dans le projet de résolution adopté par la Commission (A/C.2/L.956/Rev.1).

13. M. WILMOT (Ghana) dit qu'en adoptant le texte dont elle est saisie, la Commission préjugerait les résultats de l'étude du problème de l'exode des compétences qu'elle a déjà demandée au Secrétaire général. On aurait intérêt, dans ces conditions, à différer l'examen de la question, quitte à modifier en séance plénière le projet de résolution adopté (A/C.2/L.956/Rev.1) pour tenir compte du dispositif du projet A/C.2/L.958.

14. M. OLUMIDE (Nigéria) estime que le projet de résolution adopté (A/C.2/L.956/Rev.1) et le projet de résolution A/C.2/L.958 pourraient être fondus en un seul. D'autre part, il serait judicieux de différer l'examen du second texte jusqu'à ce que la Commission ait eu la possibilité d'étudier le rapport sur la mise en valeur des ressources humaines dans les pays en voie de développement (E/4353 et Add.1) demandé par le Conseil économique et social. Il convient en effet que le problème de l'exode des compétences soit examiné d'une façon globale.

15. M. KANE (Sénégal) pense qu'il y a une légère contradiction entre le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.958. En effet, dans le troisième alinéa, il est dit que "les conditions économiques et sociales du sous-développement constituent en soi l'une des principales raisons du mouvement du personnel technique qualifié et des cadres des pays moins développés vers les pays plus développés", alors que dans le paragraphe 1 du dispositif il est question "d'envisager la possibilité de créer les conditions voulues pour que les institutions appropriées puissent se développer de façon à encourager le personnel technique qualifié et les cadres des pays en voie de développement à rester dans ces pays". Or, le changement de ces conditions ne dépend pas toujours de l'unique volonté des gouvernements intéressés. Quant aux "conditions voulues", s'agit-il pour les Etats simplement d'établir des plans de développement sur la base de leurs besoins ou bien d'aller plus loin et d'orienter les études de leurs futurs cadres vers des voies données, ce qui impliquerait un empiètement sur la liberté individuelle?

16. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, il semble qu'on pourrait ajouter au nom des différentes organisations et institutions citées, celui de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (UNITAR), dont le rôle en la matière est très important.

17. Sur le fond, la délégation sénégalaise pense qu'il conviendrait d'examiner le projet de résolution A/C.2/L.958 au titre du point 12 de l'ordre du jour plutôt qu'au titre du point 44.

18. M. N'GUESSAN (Côte d'Ivoire) voudrait connaître le sens exact que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.958 ont voulu donner à l'expression "conditions voulues".

19. M. ATTIGA (Libye) fait remarquer, au sujet du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution (A/C.2/L.958), qu'il serait peut-être un peu présomptueux de la part de la Commission de recommander "aux gouvernements des Etats Membres d'envisager la possibilité de créer les conditions

voulues", etc., alors que ces gouvernements consacrent tous leurs efforts précisément à cette tâche. D'autre part, il s'agirait de savoir si le sous-développement résulte de l'exode des compétences ou si cet exode est une conséquence du sous-développement. De l'avis de la délégation libyenne, c'est justement aux cadres qu'incombe la responsabilité de contribuer au développement de leur pays.

20. A propos du paragraphe 3 du dispositif, dans lequel le Secrétaire général est prié de présenter à l'Assemblée générale "un rapport traitant des avantages éventuels et des inconvénients que peut présenter pour les pays en voie de développement la tendance qu'a le personnel qualifié de ces pays à rester dans les pays industrialisés où il a reçu une formation", on peut se demander si l'utilisation du mot "avantages" est bien justifiée.

21. Au demeurant, la délégation libyenne pense aussi que l'examen de ce projet de résolution devrait être différé; il pourrait être repris ultérieurement, notamment par le comité de coordination du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement.

22. M. NENEMAN (Pologne) pense, lui aussi, qu'au troisième alinéa du préambule, les termes devraient être renversés. Il ne fait en effet aucun doute que l'exode des compétences présente surtout des inconvénients pour les pays en voie de développement.

23. Pour ce qui est du paragraphe 2 du dispositif, il serait utile d'étoffer cette partie du projet de résolution en y faisant figurer diverses idées qui ont été exprimées par certaines délégations, notamment la délégation polonaise, qui a souligné en particulier la nécessité de former les cadres dans leur propre pays, ainsi que celle de laisser aux gouvernements le soin de verser les allocations accordées au titre des bourses d'études.

24. De toute manière, l'examen du projet de résolution A/C.2/L.958 est à l'heure actuelle un peu prématuré. Il conviendrait d'abord de connaître le rapport sur le problème de l'exode des compétences que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1274 (XLIII), a demandé au Secrétaire général d'établir.

25. M. CHTOUROU (Tunisie) dit que les idées contenues dans le projet de résolution A/C.2/L.958 figurent déjà pour la plupart dans le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 déjà adopté par la Commission. Les auteurs du projet pourraient peut-être les proposer, notamment celles qui figurent au paragraphe 2 du dispositif, sous la forme d'amendements au projet de résolution déjà adopté.

26. M. WRIGHT (Niger) constate lui aussi que le projet de résolution reprend bon nombre d'idées déjà contenues dans le projet de résolution déjà adopté. C'est pourquoi il regrette qu'on se soit hâté, à la 1224ème séance, de proclamer la clôture du débat sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1. Il souhaiterait également avoir quelques éclaircissements au sujet de l'expression "conditions voulues" figurant au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.958.

27. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie), répondant aux observations formulées concernant le projet de résolution A/C.2/L.958, regrette que

l'on ait clos le débat sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1, car, à ce stade de la discussion, il était possible de réaliser une fusion de ce projet et du texte actuellement à l'examen. On aurait pu ainsi éviter de revenir sur la question de l'exode des cadres techniques des pays en voie de développement et épargner aux auteurs de devoir, en séance plénière, proposer un amendement au projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 déjà adopté.

28. On a suggéré par ailleurs que le projet de résolution A/C.2/L.958 soit examiné au titre du point 12 de l'ordre du jour. La délégation tanzanienne serait disposée à accepter cette suggestion, qui permettrait d'étudier la question dans un contexte moins restreint.

29. Certaines délégations ont indiqué qu'il semblerait avoir des incompatibilités entre le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.958. Eu égard à la manière dont les auteurs envisagent la question de l'exode des compétences, M. Waldron-Ramsey estime qu'il n'y a là aucune illogisme. En effet, si l'on accepte le postulat qu'il faut tout d'abord modifier la condition même du sous-développement, il faut également accepter le bien-fondé de la recommandation formulée au paragraphe 1 du dispositif.

30. Les "conditions voulues" dont il est question dans ce paragraphe sont les conditions dont l'absence est génératrice du sous-développement. C'est à dessein que les auteurs ont employé cette expression vague de manière à permettre aux divers gouvernements de déterminer eux-mêmes les conditions propres à leurs pays.

31. Répondant à une objection formulée au sujet du paragraphe 3 du dispositif, M. Waldron-Ramsey exprime l'opinion que les pays connaissant l'exode des compétences ne pâtissent pas tous de ce mouvement; certains d'entre eux en retirent même un avantage net.

32. En terminant, il souligne la nécessité d'étudier la question de l'exode des cadres techniques nationaux sous tous ses aspects et dans toutes ses implications.

33. M. PEREZ TOMAS (Argentine) tient à préciser qu'en demandant la clôture du débat sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1, sa délégation a cru agir conformément au vœu de la majorité des membres de la Commission.

34. M. N'GUESSAN (Côte d'Ivoire) rappelle que la question de l'exode des compétences a été amplement discutée déjà à la quarante-troisième session du Conseil économique et social. Le rapport du Conseil (A/6703, par. 392) précise que la proposition du Secrétaire général tendant à ce que l'UNITAR entreprenne une étude approfondie du problème de l'exode des compétences a reçu un très large appui. Cette étude, qui doit être établie en coopération avec diverses institutions spécialisées, devrait permettre de définir les causes réelles de l'exode.

35. Il conviendrait peut-être d'attendre les résultats de cette étude et, éventuellement, adopter sur cette base une résolution, si tant est qu'une simple résolution puisse changer quoi que ce soit au problème.

36. A la suite d'un échange de vues auquel participent M. DIAKITE (Mali) et M. AGIUS CESAREO (Malte), M. DIALLO (Haute-Volta), appuyé par M. CHAMMAS (Liban), M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela), M. JACKMAN (Barbade) et M. VAZ (Uruguay), propose formellement d'ajourner la discussion du projet de résolution (A/C.2/L.958) jusqu'à ce que la Commission aborde l'examen du rapport du Conseil économique et social (point 12).

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 13 heures.*